DEPARTEMENT DES YVELINES

Convocation des élus par le Président le : 4 novembre 2022

Transmission aux élus du rapport et du projet de délibération le : 4 novembre 2022

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du vendredi 18 novembre 2022

POLITIQUE A03 MOBILITÉ DURABLE

**MISE EN PLACE DE 4 CONVENTIONS ENTRE LE DEPARTEMENT DES YVELINES
ET LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VERSAILLES, LA COMMUNE DE VERSAILLES,
L'ASSOCIATION VERSAILLES PORTAGE, LE MINISTERE DE LA JUSTICE PORTANT
SUR LES DROITS D'ACCES AU STATIONNEMENT PAYANT DU PARKING 33 AVENUE
DE SAINT CLOUD A VERSAILLES**

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 3211-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°2022-CD-1-7082-1 du Conseil départemental du 24 juin 2022 relative à la création de la régie dotée de la seule autonomie financière chargée de l'exploitation du parking de l'avenue de Saint-Cloud à Versailles,

Vu les statuts de l'association Versailles portage,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

Sa Commission Travaux, Infrastructures et grands projets innovants,

Sa Commission des finances et des affaires européennes et générales entendue,

Considérant que depuis le 1^{er} septembre 2022, le Département a repris l'exploitation du parc de stationnement payant de Saint-Cloud à Versailles, jusqu'alors géré par la Commune de Versailles,

Considérant que des droits d'accès consentis par la Communes ont donc pris fin au 31 août 2022,

Considérant la nécessité pour l'association Versailles portage de continuer de bénéficier de droits d'accès au sein du parc de stationnement payant de Saint-Cloud à Versailles, afin de lui permettre d'exercer son activité de portage de repas au domicile des personnes âgées et/ou handicapées,

Considérant la nécessité pour la police municipale de la Commune de Versailles de continuer de bénéficier de droits d'accès au sein du parc de stationnement payant de Saint-Cloud à Versailles, afin de d'assurer le bon ordre, la sureté, la sécurité et la salubrité au sein de la Commune,

Considérant la nécessité pour le Ministère de la Justice et l'unité éducative placée auprès du Tribunal de Versailles de la protection judiciaire de la jeunesse, de continuer bénéficier de droits d'accès au sein du parc de stationnement payant de Saint-Cloud à Versailles, afin d'assurer le bon fonctionnement et la continuité du service public de la justice et de la protection de l'enfance,

Considérant que les droits d'accès sont consentis dans des conditions équivalentes à celles établies antérieurement par la Commune de Versailles,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Décide d'accorder 11 badges accordant des droits d'accès à l'unité éducative placée auprès du Tribunal judiciaire de Versailles de la protection judiciaire de la jeunesse, au tarif annuel de 300 euros par place.

Décide d'accorder 80 badges accordant des droits d'accès au Ministère de la Justice pour le personnel de la Cour d'appel de Versailles, au tarif annuel de 300 euros par place.

Décide d'accorder 18 badges accordant des droits d'accès à la Commune de Versailles pour ses agents de police municipaux, au tarif annuel de 300 euros par place.

Décide d'accorder 2 badges accordant des droits d'accès à l'association Versailles Portage, au tarif annuel de 300 euros par place.

Approuve les termes des quatre conventions relatives à l'occupation du parc de stationnement de Saint-Cloud à Versailles entre le Département et chacune des structures suivantes : le Tribunal judiciaire de Versailles, le Ministère de la Justice, la Commune de Versailles et l'association Versailles Portage (annexes 1 à 4).

Autorise M. le Président du Conseil départemental à signer ces quatre conventions, ainsi que leurs éventuels avenants, à l'exclusion de ceux ayant une incidence financière.

L'ensemble des recettes générées par ces quatre conventions sera imputé au budget annexe de la régie dotée de la seule autonomie financière chargée de l'exploitation du parking de l'avenue de Saint-Cloud à Versailles.

La présente décision ne pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles au-delà d'un délai de deux mois à compter de sa publication.

Séance du vendredi 18 novembre 2022

**MISE EN PLACE DE 4 CONVENTIONS ENTRE LE DEPARTEMENT DES YVELINES
ET LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VERSAILLES, LA COMMUNE DE VERSAILLES,
L'ASSOCIATION VERSAILLES PORTAGE, LE MINISTERE DE LA JUSTICE PORTANT
SUR LES DROITS D'ACCES AU STATIONNEMENT PAYANT DU PARKING 33 AVENUE
DE SAINT CLOUD A VERSAILLES**

Délibération

Président de la séance : Monsieur Bédier Pierre

Secrétaire : Geoffroy Bax de Keating

Votent POUR (42) : Catherine Arenou, Marie-Hélène Aubert, Geoffroy Bax de Keating, Pierre Bédier, Philippe Benassaya, Laurence Boularan, Sonia Brau, Nicole Bristol, Laurent Brosse, Anne Capiaux, Claire Chagnaud-Forain, Julien Chambon, Bertrand Coquard, Ingrid Coutant, Nicolas Dainville, Olivier De la Faire, Richard Delepierre, Clarisse Demont, Gwendoline Desforges, Sylvie D'Esteve, Fabienne Deveze, Cécile Dumoulin, Eric Dumoulin, Pierre Fond, Grégory Garestier, Marc Herz, Suzanne Jaunet, Josette Jean, Joséphine Kollmannsberger, Olivier Lebrun, Lorrain Merckaert, Guy Muller, Karl Olive, Nathalie Pereira, Arnaud Pericard, Jean-François Raynal, Laurent Richard, Alexandra Rosetti, Patrick Stefanini, Stéphanie Thieyre, Pauline Winocour-Lefevre, Cécile Zammit-Popescu.

Procurations : Catherine Arenou à Laurent Brosse, Bertrand Coquard à Joséphine Kollmannsberger, Fabienne Deveze à Marie-Hélène Aubert, Guy Muller à Cécile Dumoulin, Arnaud Pericard à Gwendoline Desforges, Jean-François Raynal à Pierre Bédier.

Affichage le : 22 novembre 2022

Transmission préfecture le : 21 novembre 2022

AR Préfecture :

N° : 078-227806460-20221118-lmc1135422-DE-1-1

Du : 21 novembre 2022

Délibération exécutoire le : 22 novembre 2022